

Tribune libre

Quelques articles extraits du N°96 d'Informations ouvrières.

J'ai reproduit quelques articles qui me semblaient pouvoir intéresser les militants. J'ai ajouté deux notes très brèves.

Page 2 – Sur la soumission du gouvernement français aux agences de notation entre les mains du capitalisme financier.

“Personne n'évitera la rigueur” Alain Minc, conseiller de Sarkozy

« Personne n'évitera la rigueur (...). L'affaire des retraites est plus lourde que le problème du déficit de l'Etat, (...) c'est un signe envoyé aux marchés financiers.

Aujourd'hui, la politique économique française est accrochée à un principe : ne pas perdre le triple A que nous donnent les agences de notation, et, de ce point de vue, la réforme des retraites est clé, plus clé encore que les affaires budgétaires » (RTL, 30 avril).

“Voyez ce qu'ont décidé les Grecs” Christine Lagarde, ministre de l'Economie

« La crise grecque, vis-à-vis de tous les pays de la zone euro, est un rappel à l'impératif de restaurer les équilibres budgétaires en diminuant la dépense et en augmentant la recette. » En France, ajoute le ministre, il faut réduire la dépense « en poursuivant la révision générale des politiques publiques et en respectant absolument la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce sont des réformes structurelles de fond. Comme la retraite. Voyez ce qu'ont décidé les Grecs : 40 années de cotisation, un âge de départ de 65 ans révisable et le calcul de la pension sur l'intégralité de la vie professionnelle au lieu des cinq dernières années » (Le Monde 4 mai).

“On ne peut pas avoir la même monnaie et...” Le Premier ministre, François Fillon

« On ne peut pas avoir la même monnaie et travailler 42 heures dans un pays et 35 ou 37 dans l'autre. On ne peut pas avoir la même monnaie et partir à la retraite à 67 ans dans un pays et à 56 ou 57 ans dans un autre » (AFP, 29 avril). L'Union européenne et l'euro se dévoilent au grand jour comme des relais des exigences du capital financier.

“Nous devons tous retenir la terrible leçon que les Grecs sont en train d'apprendre” Jérôme Cahuzac, président PS de la commission des finances de l'Assemblée nationale

« En ce qui concerne le plan d'aide à la Grèce lui-même, je me réjouis de son adoption aussi rapide (...). Il fallait cet apport massif de la part des pays de la zone euro pour (...) permettre à la Grèce de mettre en œuvre ses réformes (...). Nous devons tous, avec modestie, retenir la terrible leçon que les Grecs sont en train d'apprendre » (3 mai). Et quelle leçon devrions-nous retenir ? Qu'il n'y a pas d'autre solution, en France comme en Grèce, que de « réformer » les retraites ? Cahuzac et tous les députés du PS ont voté le 3 mai pour le « plan d'aide » à la Grèce présenté par le gouvernement Sarkozy.

“Progrès de Lyon”, 3 mai

« La crise n'est pas finie. Elle a généré des montagnes de dettes qu'il faut maintenant payer. En se serrant la ceinture brutalement, comme en Grèce, ou par degrés, comme on l'espère en France. Et le premier cran de la ceinture, c'est les retraites. En les réformant, notre gouvernement entend démontrer que nous sommes un pays sérieux. Et le montrer à qui ? Aux agences de notation, dont les notes ont plongé la Grèce dans le chaos, à ces mêmes agences dont notre président dit pis que pendre. Curieuse logique : nous voici

contraints de prouver notre vertu à des escrocs, afin de pouvoir emprunter à des banques qui viennent de nous ruiner. »

Editorial - Un point d'appui - Daniel Gluckstein - Secrétaire national du POI

Dans toute la France se constituent ces jours-ci les comités pour l'unité pour : « *Aucun consensus avec Sarkozy ! Ne touchez pas à nos retraites !* » Aux côtés des adhérents du Parti ouvrier indépendant, ce sont maintenant des milliers de travailleurs, de militants syndicaux, et aussi de militants du Parti communiste, du Parti de gauche, du Parti socialiste, qui construisent ces comités (*lire pages 8 et 9*).

Au même moment, à l'Assemblée nationale, les députés du Parti socialiste ont, ce 3 mai, voté avec l'UMP la participation de la France au « plan d'aide » à la Grèce. « *Le Parti socialiste votera ce plan d'aide, mais ne vote pas le plan d'austérité* », a précisé Benoît Hamon, porte-parole du PS, « *regrettant* » que « *ce plan soit conditionné à une cure d'austérité* ».

Est-il possible de distinguer le prêt à la Grèce des 110 milliards d'euros et les mesures anti-ouvrières du gouvernement Papandréou ? 80 milliards sont subordonnés par l'Union européenne à un plan de retour aux critères de Maastricht. Quant aux 30 milliards du Fonds monétaire international, ils sont régis par la clause dite de « conditionnalité » : tout pouvoir au FMI et à ses experts pour contraindre, à tout moment, à des mesures encore plus meurtrières ! On comprend que l'ancien directeur du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, n'ait pas hésité, naguère, à déclarer : la conditionnalité est « *la raison d'être du FMI* ». Son successeur, le « socialiste » Strauss-Kahn, se dit « *admiratif de l'extrême rigueur choisie par le gouvernement Papandréou, qui a préféré de durs sacrifices immédiats pour sortir au plus vite son pays de la crise* ».

Trêve d'hypocrisie ! Voter le « plan d'aide » à la Grèce, c'est voter le plan Papandréou-FMI, qui repousse l'âge de départ à la retraite de 53 à 65 ans, ampute les salaires et remet en cause nombre d'acquis arrachés par la lutte de classe. Et dans un seul but : renflouer les banques pour la troisième fois en deux ans !

Président (PS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale en France, Jérôme Cahuzac justifie le plan anti-ouvrier de Papandréou et ajoute : « *Ne confondons pas tout, ni l'âge légal, l'âge moyen de départ en retraite, ni les durées de cotisation, et pas davantage les questions internationales et celles qui relèvent de la politique interne.* » Ce serait tout mélanger que de dire que le plan Papandréou contre les travailleurs grecs et le plan Sarkozy contre nos retraites répondent aux mêmes exigences du capital financier et des spéculateurs ?

Ce serait tout mélanger que de dire : unité des travailleurs de toute l'Europe contre les plans destructeurs dictés par l'Union européenne et le FMI, annulation des plans ? Non, ce n'est pas tout mélanger. C'est répondre à l'exigence commune des travailleurs de toute l'Europe.

Plus que jamais, l'heure est à forger politiquement l'unité entre travailleurs et militants de toutes tendances pour affirmer : *Aucun consensus avec Sarkozy ! Aucune union sacrée ! Ne touchez pas à nos retraites !* Il s'agit d'aider à la mobilisation ouvrière, qui, dans notre pays, sur le terrain de la lutte de classe, bloquera le plan destructeur de nos retraites. Ce qui constituera un point d'appui pour le combat légitime de résistance des travailleurs et du peuple grecs, des travailleurs et des peuples de toute l'Europe.

“L'unité”, sur quelle base ?

Le 6 mai, les organisations qui ont lancé l'appel « *Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites* » organisent une réunion publique à Paris. Parmi elles, le PCF, le Parti de gauche, le NPA. Le 2 mai, Olivier Besancenot, pour le NPA, a lancé dans les colonnes du *Parisien* : « *Martine Aubry est la bienvenue à nos côtés.* »

« *Il n'y a aucune raison de ne pas lui tendre une main fraternelle* », ajoute Besancenot, précisant qu'il s'agit de « *sauver la retraite à 60 ans* ».

Mais il y a un problème. Une telle revendication n'interdit pas un allongement des durées de cotisation, la remise en cause du Code des pensions des fonctionnaires.

Le PS « sera représenté » au meeting, a assuré le lendemain Benoît Hamon, porte-parole du PS.

Ceci explique-t-il cela ?

Note de Lutte de classe.

Le POI se livre ici à un amalgame tout à fait inutile, parce que ce meeting n'était pas appelé sur la base de la déclaration de Besancenot, mais celle du texte signé par les partis et organisations qui y appelaient. Et puis on peut estimer qu'il ne soit pas possible de tout dire dans une interview apparemment très brève, sans vouloir prendre la défense de Besancenot, mais seulement pour rester impartial.

Dans le texte signé par les organisations ou partis appelant à ce meeting et qui est disponible dans le site, on peut lire qu'ils prennent position non seulement pour le maintien des 60 ans, mais aussi contre l'allongement de la durée de cotisation, voici le passage en question :

« Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraites du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-es les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite. »

Par contre, il est exact que la remise en cause du Code des pensions des fonctionnaires ne figure nulle part dans ce document. Il aurait été intéressant de savoir pourquoi. Parce que c'est l'Etat qui verse les pensions des fonctionnaires, pour ne pas le déstabiliser davantage et poser un problème supplémentaire à Sarkozy en espérant qu'il leur retournera la monnaie de leur pièce, un échange de bon procédé entre gens qui se comprennent ?

Page 8

Compte rendu de la délégation du POI à la réunion du 3 mai 2010

“En solidarité avec le peuple grec”

Le POI a appris par un communiqué du Parti de gauche qu'il était invité à une réunion, le mardi 4 mai, « *de l'ensemble de la gauche en solidarité avec le peuple grec* ». N'ayant pas reçu d'e-mail d'invitation ni le projet de texte (1), le secrétariat permanent du POI a cependant décidé d'y mandater une délégation.

La réunion était présidée par les responsables d'ATTAC.

La délégation du POI a exprimé son accord sur la partie du texte proposé « *qui condamne le plan d'austérité que l'Union européenne et le FMI prétendent imposer au peuple grec* ».

Le POI a proposé que le texte souligne « *les similitudes d'un plan d'austérité que Papandréou veut mettre en place et celui que le gouvernement français veut imposer contre les retraites au même motif de respect du pacte de stabilité et des accords signés par Chirac et Jospin à Barcelone rallongeant de 5 ans l'âge de départ à la retraite dans tous les pays d'Europe* ».

En revanche, pour le POI, inacceptable est le dernier paragraphe, qui dit : « *Nous exigeons de l'Union européenne et des gouvernements : — des mesures énergiques contre la spéculation financière ; — un véritable plan de solidarité financière avec la Grèce ; — une réorientation radicale de la construction européenne.* »

En effet, pour le POI, « *il n'y a rien à attendre de l'Union européenne, qui fonctionne au service de la spéculation et de la concurrence libre et non faussée. Les gouvernements ont fait payer aux peuples le sauvetage des banques, puis font payer les intérêts de la dette, et maintenant il faudrait que les travailleurs paient une troisième fois de leurs retraites pour satisfaire au pacte de stabilité.* »

Estimant qu'il n'y a rien d'autre à chercher de cette Union européenne que la rupture, la délégation du POI a proposé de substituer au dernier paragraphe le texte suivant : « *Nous adressons notre salut fraternel aux travailleurs et au peuple grecs. Avec lui, nous exigeons :*

- *annulation de la dette qui étrangle le peuple grec ;*
- *annulation du plan de rigueur ;*
- *non aux diktats du FMI et de l'Union européenne. »*

Malgré ces interventions, les organisateurs de la réunion ont maintenu le texte initial au motif qu'il « *était déjà signé par plusieurs organisations* » et qu'on n'avait « *pas le temps de refaire le tour de ceux qui n'étaient pas présents* ».

Dans ces conditions, il était hors de question que le POI puisse signer cet appel.

Compte rendu rédigé le 4 mai par Michel Delesque et Jean-Claude Denis

(1) Le texte est signé notamment par ATTAC France, CGT Finances, Fondation Copernic, Fédération syndicale unitaire (FSU), Initiative des étudiants et travailleurs grecs à Paris, SUD PTT, Transform Europe, SY.RIZ.A – Coalition de la gauche radicale (Grèce), Union SNUI SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires, et soutenu par le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), le Parti communiste (PC), le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), le Parti de gauche (PG), République et socialisme, Les Verts.

Note de Lutte de classe.

Je partage entièrement la position du POI sur cette question et ses mots d'ordre.

Domage que le POI ne fasse pas preuve de la même rigueur lorsqu'il s'agit non pas de l'Union européenne mais du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Une contradiction dont on attend encore qu'il nous fournisse la justification (plan de relance en direction des travailleurs, faire payer les capitalistes, etc.)